

COMMISSIE VOOR DE LANDSVERDEDIGING

van

WOENSDAG 7 JANUARI 2015

Voormiddag

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

du

MERCREDI 7 JANVIER 2015

Matin

De behandeling van de vragen en interpellaties vangt aan om 12.28 uur. De vergadering wordt voorgezeten door mevrouw Karolien Grosemans.

Le développement des questions et interpellations commence à 12.28 heures. La réunion est présidée par Mme Karolien Grosemans.

01 Question de Mme Julie Fernandez Fernandez au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "l'avenir de l'IV-INIG" (n° 360)

01 Vraag van mevrouw Julie Fernandez Fernandez aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de toekomst van het IV-NIOOO" (nr. 360)

01.01 Julie Fernandez Fernandez (PS): Madame la présidente, monsieur le ministre, tout d'abord, je tiens à vous présenter mes meilleurs vœux ainsi qu'à mes collègues et à tous les collaborateurs.

Monsieur le ministre, il y a quelques semaines, nous pouvions lire dans *La Libre Belgique* la confirmation de ce qui se trouvait dans l'accord de gouvernement avec un peu plus de détails.

Je cite. "Le gouvernement se penchera sur l'avenir, la place et le statut de l'Institut géographique national (IGN), du Musée royal de l'Armée, de l'Office central d'action sociale et culturelle (OCASC) de la Défense et de l'Institut des Vétérans (IV)". Bref sur le pôle mémoire de la Défense et du fédéral. Dans ce contexte, j'aimerais, monsieur le ministre, obtenir plus d'informations sur l'avenir de ces différents instituts.

Votre accord du gouvernement précise "qu'un groupe de travail, sous l'autorité du ministre de la Défense, se réunira pour évaluer les avantages et inconvénients d'un rapprochement structurel entre ces deux parastataux". Quel est l'éventail d'options que recouvre cette phrase? Selon quel calendrier ce groupe de travail se réunira-t-il et devra-t-il indiquer la marche à suivre?

Quelles initiatives comptez-vous prendre afin que cette réforme annoncée de l'Institut des Vétérans ne touche pas à ses missions essentielles mais aussi afin de garantir le maintien de la qualité du service rendu aux vétérans et ayants droit?

Quelles seraient les conséquences d'une telle réforme au niveau du personnel? Les organisations syndicales participeront-elles à ce groupe de travail?

Enfin, cette réforme impactera-t-elle l'ancrage du travail de devoir de mémoire, indispensable au niveau de la Défense et du fédéral en général en lien avec le Musée royal de l'Armée?

01.02 Steven Vandeput, ministre: Madame la présidente, chère collègue, l'accord de gouvernement – mon accord, comme vous le dites – précise effectivement qu'un groupe de travail sous l'autorité du ministre de la Défense, moi-même, réunira les administrateurs de l'OCASC et de l'IV-INIG pour évaluer les avantages et inconvénients d'un rapprochement entre ces deux parastataux.

Il appartient dès lors à ce groupe de travail de définir les différentes options de rapprochement possibles et, pour chacune d'elles, d'en déterminer les avantages et les inconvénients.

Pour l'heure, je crois qu'il convient de laisser travailler ce groupe de travail en toute sérénité, raison pour laquelle je ne souhaite pas m'exprimer sur l'une ou l'autre piste.

Quant au calendrier des travaux de ce groupe de travail, l'accord du gouvernement prévoit un rapport au cours de la première année de la législature. Je peux vous confirmer qu'un premier rendez-vous a eu lieu. Les objectifs visés de ce rapprochement sont les économies d'échelle et une augmentation de l'efficacité ce, tout en tenant compte de la mission de ces deux parastataux.

Il conviendra, dès lors, de trouver la solution la plus efficace permettant de garantir aux ayants droit de ces parastataux un service de qualité.

01.03 Julie Fernandez Fernandez (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos réponses.

Évidemment, nous serons attentifs au déroulement des travaux de ce groupe. Je ne manquerai pas de revenir sur le sujet en temps opportun.

Je vous rappelle l'importance que revêt pour nous – ainsi que pour vous, je n'en doute pas – le travail de mémoire. Je vous demanderai donc d'y veiller. Ce sera l'objet de ma prochaine question. Nous serons évidemment aussi attentifs au devenir du personnel, vous le comprendrez!

01.04 Steven Vandeput, ministre: Nous avons eu une réunion avec les deux parastataux. Je peux vous confirmer que le travail de mémoire a été évoqué. Il importe, en effet, de le maintenir!

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Question de Mme Julie Fernandez Fernandez au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "le vol de plaques commémoratives dans les cimetières militaires" (n° 554)

02 Vraag van mevrouw Julie Fernandez Fernandez aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de diefstal van gedenkplaatjes op militaire kerkhoven" (nr. 554)

02.01 Julie Fernandez Fernandez (PS): Madame la présidente, monsieur le ministre, fin septembre 2014, 157 plaques commémoratives en bronze ont été volées au cimetière militaire de Rabosée, à Wandre, en région liégeoise. Les autres plaques ont été mises à l'abri par le personnel militaire, mais ont néanmoins été détériorées. Au-delà du préjudice historique et humain, le préjudice matériel a été estimé à 125 000 euros par la Défense nationale.

Tout comme le département de la Défense, la ville de Liège a déposé plainte pour ces faits. Par ailleurs, la Défense a entrepris des démarches pour remplacer les plaques.

Au total, 213 stèles de soldats morts durant la Première Guerre mondiale restent sans nom.

Ce ne sont hélas pas les seuls faits dont nous avons connaissance. En effet, fin mai 2013, un autre vol similaire a été constaté au cimetière militaire de Malines. Auparavant, en 2008, les mêmes faits ont été commis au cimetière militaire de la Belle Motte à Aiseau-Presles. Il s'agit donc d'actes criminels aussi inacceptables que répétitifs.

Monsieur le ministre, quelles suites votre ministère compte-t-il donner à ces vols? Quelles initiatives comptez-vous prendre pour éviter ce type d'acte à l'avenir et protéger ce patrimoine essentiel au devoir de mémoire dans des lieux qui relèvent de vos compétences? Comment comptez-vous faire pour que le patrimoine mis à l'abri reste accessible au public, surtout en cette période de commémorations internationales? Enfin, plus globalement, quelle est votre vision en la matière notamment afin d'évaluer les moyens d'assurer un meilleur suivi de l'entretien de certains symboles majeurs de cette mémoire collective?

02.02 Steven Vandeput, ministre: Madame la présidente, chère collègue, les plaques volées seront remplacées aussi vite que possible. Par ailleurs, un contrôle sera prochainement effectué afin de vérifier si les réparations déjà apportées aux pierres tombales endommagées suffisent ou si l'une ou l'autre d'entre elles doit être remplacée.

Afin d'éviter des dégâts supplémentaires, les plaques commémoratives en bronze restantes ont été enlevées par mes services. Ces plaques seront remplacées par des plaques en plexiglas moins attractives que celles en bronze.

Un projet est actuellement à l'étude. Il vise à offrir les plaques nominatives mises à l'abri aux Musées royaux d'Art et d'Histoire, au musée In Flanders Fields, au Memorial Museum de Passchendaele 1917 et au Fort de Loncin.

Le service Sépultures militaires de l'Institut des Vétérans – Institut National des Invalides de Guerre, Anciens Combattants et Victimes de Guerre qui est en charge de la gestion des cimetières, sous ma tutelle, prend actuellement contact avec les musées précités afin de savoir s'ils souhaitent récupérer une ou plusieurs plaques pour leur collection.

Considérant la difficulté d'assurer une surveillance permanente de tous les sites et les restrictions budgétaires que la Défense doit assumer, j'évaluerai les moyens d'assurer un meilleur suivi de l'entretien de certains symboles majeurs de cette mémoire dans les prochains mois.

02.03 Julie Fernandez Fernandez (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos réponses.

Je salue également la rapidité avec laquelle l'armée a réagi lorsque les premières plaques ont été volées. Il ne s'agit pas uniquement de dire ici ce qui n'est pas bien. Il faut dire aussi ce qui est bien. Or, je sais que les services ont réagi très vite. J'entends que certaines pièces partiront peut-être dans différents musées. Je plaide néanmoins pour que l'on maintienne certaines pièces au niveau local. Je connais bien le cimetière de Rabosée ainsi que sa région. Tout un travail de mémoire, dont nous avons déjà parlé, est fait avec les écoles du quartier. Au-delà, il faut bien entendu protéger ce patrimoine et qu'une partie puisse être maintenue au niveau local.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

03 Question de Mme Julie Fernandez Fernandez au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "les potentielles missions de police de l'armée" (n° 673)

03 Vraag van mevrouw Julie Fernandez Fernandez aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de mogelijke politieopdrachten van het leger" (nr. 673)

03.01 Julie Fernandez Fernandez (PS): Monsieur le ministre, l'accord du gouvernement contient, dans sa partie relative à l'Intérieur, un passage touchant directement votre département: "En cas de niveau général élevé de la menace - à partir du niveau 3 -, le gouvernement pourra décider, sur avis du Conseil national de sécurité, le cas échéant à la demande d'un bourgmestre, de déployer temporairement l'armée pour assister les services de police et de sécurité pour des missions de surveillance déterminées".

Eu égard à toutes les implications potentielles de ce projet, j'aimerais, monsieur le ministre, vous poser les questions suivantes. Quel sera le type de participation de l'armée? Des réunions bilatérales avec votre collègue de l'Intérieur ont-elles déjà eu lieu? Quel serait l'impact budgétaire d'un tel projet sur votre département? Avez-vous déjà pris contact avec le gouvernement français pour un échange d'expériences en la matière, alors que le plan Vigipirate est souvent décrié? Quelles seraient les conséquences juridiques de l'application de ce plan? Quel serait le cadre des missions ainsi dévolues aux militaires? Quelles limites et garde-fous comptez-vous mettre en place? Comment ce dispositif sera-t-il contrôlé? La formation des militaires sera-t-elle adaptée à de telles missions?

03.02 Steven Vandeput, ministre: La Défense n'est, pour le moment, pas dotée d'une compétence de police administrative. Cette mission est en effet réservée exclusivement aux services de police, en vertu de la loi sur la fonction de police.

Dans l'état actuel de la législation, il n'est toutefois pas exclu que les forces armées interviennent pour des missions particulières de police administrative en appui des services de police. Tel est le cas pour des missions de maintien de l'ordre consistant en des tâches de contrôle ou de protection d'un endroit ou d'un bien.

Ce type d'engagement peut être décidé par le gouvernement ou peut résulter d'une réquisition exprimée par un bourgmestre, un gouverneur, un commissaire d'arrondissement ou les autorités compétentes de la police fédérale lorsque les moyens des services de police se révèlent insuffisants et s'il apparaît que les forces armées sont les seules à pouvoir fournir les moyens techniques et humains nécessaires.

Dans ce cadre, les compétences de police administrative des militaires demeurent limitées. Si les militaires peuvent dans ce contexte user de la force, ils ne peuvent toutefois ni procéder à un contrôle d'identité, ni dresser procès-verbal, ni procéder à une fouille, ni procéder à une saisie, ni arrêter une personne, ni encore lui passer les menottes.

L'accord gouvernemental mentionne la possibilité du déploiement de l'armée en cas de niveau général élevé de la menace, à partir du niveau 3, pour assister le service de police et de sécurité pour des missions de surveillance bien déterminées. Dans le cadre de l'établissement du plan stratégique et conformément à l'accord de gouvernement, les missions d'aide à la Nation feront l'objet d'une attention particulière, dont les tâches de la police militaire.

Se prononcer sur des implications budgétaires ou juridiques de cet élargissement des missions de police par des militaires est actuellement trop prématuré. Ces implications font l'objet d'une étude pour le moment. Actuellement, il n'y a pas encore eu de contacts formels avec le ministre de l'Intérieur ni avec la France.

03.03 Julie Fernandez Fernandez (PS): Comme pour les autres sujets, je reviendrai quand vous aurez avancé dans vos contacts bilatéraux avec le ministre de l'Intérieur et avec la France. Je pense que c'est intéressant d'aller voir ce qui se passe là-bas. Je sais que c'est assez critiqué. Nous sommes attentifs parce que voir l'armée accomplir des missions de police, sans garde-fou, cela peut évidemment être très inquiétant. Je ne manquerai pas, monsieur le ministre, d'y revenir.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

04 Question de M. Daniel Senesael à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'avenir de l'Hôpital militaire Reine Astrid" (n° 572)

04 Vraag van de heer Daniel Senesael aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de toekomst van het Militair Hospitaal Koningin Astrid" (nr. 572)

De **voorzitter**: Deze vraag werd ingediend door de heer Mathot maar mijnheer Senesael heeft net dezelfde vraag ingediend en zal ze stellen.

04.01 Daniel Senesael (PS): Madame la présidente, monsieur le ministre, initialement destinée à la ministre Mme De Block, cette question a finalement été réorientée vers vous.

Monsieur le ministre, force est de constater que le gouvernement imposera, comme à tous les départements de l'État, d'énormes économies au ministère de la Défense nationale; elles s'élèveront à 1,5 milliard d'euros pour les années à venir.

Dans ce cadre, l'accord de gouvernement refuse de trancher entre les différentes composantes de la Défense nationale, si ce n'est pour sacrifier la composante médicale. L'accord évoque en effet la fermeture possible de l'Hôpital Militaire Reine Astrid; cet exemple a d'ailleurs été repris au cours d'un point presse par le CHoD.

Cet établissement joue pourtant un rôle crucial dans le secteur civil des soins de notre pays en remplissant des services essentiels que les hôpitaux civils auraient du mal à prendre en charge, comme le service des grands brûlés. Il aurait également pu jouer un rôle extrêmement important dans la crise Ebola.

De plus ce choix semble incompréhensible alors que l'armée se veut plus orientée vers les "opérations à l'étranger" et donc que le nombre potentiel de blessés pourrait augmenter parmi nos militaires.

Monsieur le ministre, quel regard portez-vous sur l'avenir de cette institution, sous tutelle certes de la Défense mais qui remplit des fonctions importantes en matière de soins de santé et d'aide à la nation? Comment pérenniser la spécificité du rôle de cet hôpital militaire?

Comptez-vous vous concerter avec les partenaires sociaux de la Défense sur l'avenir de cette institution? Si oui, selon quel calendrier?

04.02 Steven Vandeput, ministre: Madame la présidente, monsieur Senesael, je dois vous renvoyer à ma réponse à la question parlementaire orale n° 519 du 19 novembre 2014 de M. Alain Top. Comme je suis de

bonne volonté, je vous répéterai néanmoins l'essentiel de son contenu.

Je ne veux pas préjuger du plan stratégique. L'accord de gouvernement contient effectivement une phrase concernant l'hôpital militaire, car il représente un coût budgétaire important. Nous examinerons ce cas de figure en détail; aucune arrière-pensée ne se cache derrière cette phrase. Comme je l'ai déjà dit, tout est à l'étude.

04.03 Daniel Senesael (PS): Madame la présidente, j'avais bien insisté au départ sur le fait que la question était initialement adressée à Mme De Block. Comme la Conférence des présidents a décidé de la renvoyer vers vous, je pensais que des éléments neufs étaient apparus. La question avait été posée à Mme De Block pour les implications concernant la santé. Nous pensions que d'autres éléments étaient intervenus.

04.04 Steven Vandeput, ministre: Aucun.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

05 Vraag van de heer Jan Penris aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de uitspraken van oud-CHOD Delcour inzake de besparingen" (nr. 606)

05 Question de M. Jan Penris au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "les déclarations de l'ancien CHOD Delcour concernant les économies" (n° 606)

05.01 Jan Penris (VB): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, deze voormiddag heeft een aantal collega's generaal Delcour nog bejubeld omdat hij een van de weinige militairen is die het politieke debat durven aan te gaan. En hoe. Eind vorig jaar heeft hij nogal cru gesteld dat uw defensiebeleid in vraag gesteld moet worden. De generaal zei dat u geloofwaardigheid verliest omdat u te veel bespaart waardoor, enerzijds wij mogelijks onze NAVO-verplichtingen niet meer zouden kunnen honoreren en, anderzijds, waarschijnlijk ook het tewerkstellingsbeleid en de dagelijkse werking van het leger in het gedrang komen.

Ik heb de volgende vragen, mijnheer de minister.

Ten eerste, was u vooraf op de hoogte van de standpunten van generaal Delcour?

Ten tweede, stroken zijn beweringen met de werkelijkheid?

Ten derde, wat is uw inhoudelijk standpunt ten opzichte van de beweringen van generaal Delcour?

Ten vierde, hebben de besparingen inderdaad gevolgen voor het personeel, hun taken en hun jobs?

Ten slotte, is er na het verschijnen van de standpunten van de generaal in de pers overleg geweest met de betrokkene?

05.02 Minister Steven Vandeput: Mijnheer Penris, ik dank u voor uw vraag.

Het is wel belangrijk dat u de generaal zelf en zijn artikel goed citeert. Ik herinner mij niet dat hij de minister van defensie specifiek genoemd heeft in zijn betoog. Ik zou dus ook van uwentwege enige bereidwilligheid willen vragen om te erkennen dat hij mij persoonlijk niets verweten heeft, maar dat hij in het algemeen een aantal opmerkingen gemaakt heeft over, voornamelijk, de budgettaire impact van de begroting, zoals die in het Parlement voorlag.

Ik was, mijnheer Penris, niet op de hoogte van de open brief van de gepensioneerde generaal Delcour. Ook na het verschijnen van de open brief heb ik met hem geen contact gehad. U zult zich wellicht herinneren dat ik daarover in de media bevestigd werd. Ik heb toen geantwoord dat ik de bezorgdheid van de generaal zeer goed begrijp. Het is ondertussen namelijk genoegzaam bekend dat de budgettaire inspanning die aan mijn departement gevraagd wordt niet van de minste is. Ik heb dat trouwens bij de voorstelling van het onderdeel begroting genoegzaam toegegeven en bekendgemaakt.

Zoals ik al meerdere keren gezegd heb, werk ik, samen met mijn kabinet en de staf van defensie, aan een strategische langetermijnvisie, die aan de regering zal worden voorgelegd. Ook u moet begrijpen dat ik op dit ogenblik geen voorafnames op dat plan kan doen. Er zullen hervormingen nodig zijn om binnen dit kader

een sterke defensie te ontwikkelen die alvast de intentie heeft om op internationaal niveau een loyale partner of, voor wat wij kunnen bieden, ten minste een betrouwbare partner te blijven. Het is ook mijn wens en mijn ambitie dat de strategische langetermijnvisie leidt tot een quasi finale hervorming, althans tot een hervorming die een reeks hervormingen afsluit voor enige tijd.

U vraagt mijn mening over wat generaal Delcour zegt. Ik deel zijn analyse wanneer hij zegt dat het moeilijk is een departement efficiënt te beheren met een instabiel budgettair kader waar de ene hervorming de andere inhaalt. In die zin meen ik dat stabiliteit zeer belangrijk is.

De budgettaire situatie van de federale overheid is momenteel niet rooskleurig. Wij hopen dat op termijn, conform het regeerakkoord, de militaire programmawet die aansluiting zal hebben op mijn strategisch plan het tekort op investeringen vandaag zal kunnen compenseren.

05.03 Jan Penris (VB): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Ter vervollediging van het verslag moet ik mijn woorden intrekken, in die zin dat de generaal u uiteraard niet heeft geviseerd, maar wel het beleid in het algemeen. Daar had u een punt.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

06 Vraag van de heer Veli Yüksel aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de communicatie tussen Defensie en gemeenten bij legeroefeningen" (nr. 612)

06 Question de M. Veli Yüksel au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "la communication entre la Défense et les communes lors d'exercices militaires" (n° 612)

06.01 Veli Yüksel (CD&V): Mijnheer de minister, op 19 november 2014 ontstond in het West-Vlaamse Kuurne enige paniek bij de inwoners. Tussen 20 u 00 en 21 u 00 zagen de mensen er een man rondlopen. Zij hoorden ook geweerschoten. Zij besloten daarop met de nodige burgerzin de hulpdiensten te verwittigen. Ook bij de politie ontstond enige chaos. Zij wist immers blijkbaar niet wat zich ginds aan het afspelen was.

Gelukkig was het hele gebeuren vals alarm. Het ging om een legeroefening in het kader van een hele week van oefeningen in de provincie West-Vlaanderen.

De politie noch de burgemeester van Kuurne was op de hoogte van het feit dat in hun gemeente militairen met oefeningen bezig waren. Waren zowel de politie als de burgemeester op voorhand over de legeroefening ingelicht, was de paniek bij de burgers wellicht niet nodig geweest en hadden de bevoegde diensten efficiënter kunnen reageren. Nu bleven heel wat mensen een tijdlang in het ongewisse.

Daarom heb ik de hiernavolgende vragen.

Mijnheer de minister, ten eerste, wat is de standaardprocedure bij legeroefeningen? Het gaat om de procedures ten aanzien van de steden en gemeenten.

Ten tweede, waarom werden de politie en de burgemeester van Kuurne niet ingelicht over het feit dat hun gemeente het toneel van een legeroefening zou worden?

Ten derde, en tevens de belangrijkste vraag, op welke manier zult u in de toekomst vermijden dat burgers op een dergelijke manier door legeroefeningen van Defensie worden opgeschrikt?

06.02 Minister Steven Vandeput: Mijnheer Yüksel, ik dank u voor uw vraag.

Ik zal u eerst uitleggen hoe de procedure normaal verloopt.

De procedure van verwittiging van gemeenten bij oefeningen van Defensie is beschreven in een interne richtlijn, die ik u zal toelichten. Een eenheid die een militaire oefening wil organiseren, moet bij het militaire commando van de betrokken provincie minstens acht weken vóór het begin van de oefening een zogeheten Aanvraag Manoeuverrechten indienen. Dat is stap één.

Per provinciecommando wordt de aanvraag na een grondige analyse voor advies aan de diensten van de

gouverneur, aan de directeur van het Communicatie- en Informatiecentrum en aan de directeur-coördinator van de federale politie van de provincie bezorgd. Afhankelijk van de aard van de oefening worden nog andere diensten eveneens verzocht hun advies of eventuele bemerkingen te formuleren. Het kan bijvoorbeeld gaan over het Agentschap voor Natuur en Bos, als de oefening in het Vlaamse landsgedeelte plaatsvindt, of over het Maritiem Reddings- en Coördinatiecentrum.

De gouverneur verspreidt op zijn niveau de aanvraag naar alle burgemeesters van de steden en gemeenten die in de aanvraag zijn opgelijst en waar mogelijk hinder kan zijn voor de inwoners. De directeur-coördinator van de federale politie staat in voor de verdeling naar de betrokken korpschefs.

In het geval van de succesvolle oefening Storm Tide II werd, met betrekking tot de *non-combattant evacuation operation*, de procedure in grote lijnen correct gevolgd. Er werd evenwel vastgesteld dat, niettegenstaande de actie gedeeltelijk op het grondgebied van Kuurne verliep, de gemeente Kuurne door de aanvrager – de organiserende eenheid – niet werd vermeld in de lijst. Bijgevolg ontvingen de burgemeester, noch de korpschef de aanvraag voor de oefening op hun grondgebied. Ik bied dan ook mijn excuses aan voor deze vergetelheid.

Los van dit incident heeft Defensie alles in het werk gesteld om de bevolking vooraf goed in te lichten over de oefening. De oefening was volgens mij genoegzaam bekend. Zo werd er een persconferentie georganiseerd door de stad Oostende, werd er uitgebreid over de oefening bericht in de lokale media en werden er in de betrokken gemeenten van deur tot deur flyers bedeed in de straten en rond de gebouwen waar er acties waren gepland.

Defensie en ikzelf betreuren het incident en wij zullen via de hiërarchische chefs erop aandringen meer aandacht te besteden aan een complete oplijsting van alle gemeenten en steden die mogelijk hinder zouden kunnen ondervinden tijdens de uitvoering van een legeroefening. Wij zullen in de toekomst die lijst dan ook grondiger laten nakijken.

06.03 Veli Yüksel (CD&V): Mijnheer de minister, ik dank u voor het antwoord.

Ik meen dat volledigheid van informatie aan te bevelen valt zodat alle inwoners, burgemeesters en betrokken diensten op de hoogte zijn.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Zopas heb ik mijn goede wil getoond door een vraag van mevrouw Fernandez Fernandez naar voren te schuiven. Ik krijg nu de uitdrukkelijke vraag van de heer Yüksel of hij ook zijn andere vragen beantwoord kan zien.

Als de andere leden daarmee akkoord gaan, dan kan ik tijdens de huidige commissievergadering afwijken van de agenda en anders blijft de agenda behouden zoals hij is. Gaat iedereen daarmee akkoord? (*Instemming*)

07 Vraag van de heer Veli Yüksel aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "Public Relations bij Defensie" (nr. 1111)

07 Question de M. Veli Yüksel au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "les relations publiques de la Défense" (n° 1111)

07.01 Veli Yüksel (CD&V): Mevrouw de voorzitter, bedankt voor uw goedheid.

Mijnheer de minister, we staan voor moeilijke tijden bij Defensie, met heel de besparingsoperatie. Dat hoeft ik u niet uit te leggen. In dat besparingsklimaat is het wel belangrijk dat wij aan de bevolking uitleggen wat Defensie allemaal doet. Daarvoor dienen de pr-activiteiten van onze Belgische troepen. Daarbij denk ik bijvoorbeeld aan de opendeurdagen in kazernes en oefeningen van expertise van onze troepen. Volgens mij bewijzen die activiteiten hun nut, niet alleen voor het respect voor en de affiniteit met onze troepen, maar ook voor de aantrekking van jonge, toekomstige militairen. In uw beleidsbrief hebt u daar ook voor gepleit. Dat is een eerste zaak.

Een ander punt is dat we ook leven in een tijd van Facebook en Twitter. De beeldvorming over Defensie

gebeurt volgens mij ook op via sociale media. Ik stel vast dat Defensie vandaag niet over een officieel Twitteraccount beschikt. Ik word zelf gevolgd door een zekere defensie.be, maar als ik dat nader bekijk, dan zie ik dat daar heel duidelijk bij staat dat het om een niet-officieel Twitteraccount gaat. Twitter is ontegensprekelijk een belangrijk medium. Mijnheer de minister, wellicht worden er ook heel wat vragen gericht aan uw diensten. Ik denk dat Defensie in dat verband een belangrijke leemte kan opvullen.

Mijnheer de minister, welk budget trekt u uit voor pr-activiteiten in deze legislatuur? Hoe verhoudt dat zich tot het budget in de vorige regeringsperiode?

Plant u om het communicatief vacuüm inzake Twitter, als ik dat zo mag verwoorden, op te vullen? Zult u daar wat concreter mee aan de slag gaan?

Welke initiatieven zult u nemen om de communicatie en het imago van Defensie ten aanzien van de bevolking te verbeteren? Welke activiteiten plant u in dat verband?

07.02 Minister **Steven Vandeput**: Mijnheer Yüksel, het geheel van de pr-acties, wervingspubliciteit en informatieve projecten wordt jaarlijks samengevat in een gebudgetteerd communicatieactieplan, afgekort CAP.

In 2014 bedroeg de begroting voor het CAP ongeveer 2,7 miljoen euro. Het CAP voor 2015 ligt momenteel ter studie en zal in het voorjaar goedgekeurd worden. Het voorziet onder andere in een integratie van een nieuwe Facebookpagina met de reeds bestaande initiatieven op de sociale media op het niveau van de eenheid, enerzijds, en overleg met de betrokken personeelsleden voor de individueel opgestarte pagina's op Facebook en Twitter, anderzijds.

Het staat vast dat de besparingen op Defensie ook een weerslag zullen hebben op het budget van het CAP. Een vermindering van het budget zal echter niet noodzakelijk een negatieve weerslag hebben op de communicatie met de jeugd. Zo zal een deel van het budget verschoven worden van printpublicaties en tv-reclame naar informatiecampagnes via de sociale media. Voor de expertise doet Defensie hiervoor tot eind 2015 een beroep op het agentschap Space.

Ik kan u bevestigen dat het segment van de jongeren het prioritaire doelpubliek is en blijft in het pr-beleid van Defensie.

07.03 **Veli Yüksel** (CD&V): Mijnheer de minister, ik dank u voor het antwoord.

Misschien kunt u ook Twitter meenemen. Dat is ook een belangrijk communicatie-instrument, zowel voor professionelen als voor de brede bevolking. Ik zou daar absoluut ook aandacht aan besteden.

Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

08 Samengevoegde vragen van

- de heer Veli Yüksel aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de samenwerking met Nederland voor de verdediging van het luchtruim" (nr. 1120)
- de heer Veli Yüksel aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de samenwerking met Nederland voor de verdediging van het luchtruim" (nr. 1122)
- de heer Tim Vandenput aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de samenwerking met Nederland voor de verdediging van het luchtruim" (nr. 1134)
- de heer Peter Buysrogge aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de samenwerking met Nederland voor de verdediging van het luchtruim" (nr. 1137)

08 Questions jointes de

- M. Veli Yüksel au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "la coopération entre la Belgique et les Pays-Bas en vue d'assurer la surveillance de l'espace aérien" (n° 1120)
- M. Veli Yüksel au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "la coopération entre la Belgique et les Pays-Bas en vue d'assurer la surveillance de l'espace aérien" (n° 1122)
- M. Tim Vandenput au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "la coopération entre la Belgique et les Pays-Bas en vue d'assurer la surveillance de l'espace aérien" (n° 1134)
- M. Peter Buysrogge au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "la coopération entre la Belgique et les Pays-Bas en vue d'assurer la surveillance de l'espace aérien" (n° 1137)

08.01 Veli Yüksel (CD&V): Mijnheer de minister, maandag hebben wij in de krant kunnen lezen dat er een samenwerkingsverband met betrekking tot de verdediging van ons luchtruim werd aangegaan. Onder uw voorganger werd tussen België en Nederland op 23 oktober 2013 een *letter of intent* getekend met betrekking tot de integratie tussen beide landen van de luchtruimbewaking. Dit is een mooi voorbeeld van *pooling and sharing*. De gezamenlijke bewaking van het Belgische en Nederlandse luchtruim betekent daarmee ook een besparing. Formele afspraken tussen beide landen zullen nog dit jaar worden vastgelegd.

In de brief die Nederlands minister van Defensie Hennis-Plasschaert aan de Nederlandse Tweede Kamer heeft verzonden, staat het volgende te lezen: "Bij de Belgisch-Nederlandse samenwerking speelt het een rol dat België en Frankrijk reeds een verdrag hebben gesloten om elkaar steun te verlenen bij de Renegade-taak, de bestrijding van luchtvaartterrorisme. België, Frankrijk en Nederland bekijken in hoeverre dit van invloed is op het te sluiten van het Belgisch-Nederlandse verdrag. Naar verwachting is een voor alle drie de landen bevredigende oplossing mogelijk".

De Nederlandse ministers van Defensie en Economie hebben op 15 december 2014 een brief hierover aan ons land gericht. Kunt u ons deze brief bezorgen? Welke boodschap bevat deze brief? Het citaat van daarnet komt uit een persartikel.

Een verdrag over de integratie van de luchtruimbewaking zou in de maak zijn. Wanneer zou dit verdrag kunnen worden ondertekend?

U hebt maandag in een interview ook gezegd dat deze samenwerking niet noodzakelijk een budgettaire oefening inhoudt. Dat neemt niet weg dat er op die manier toch wat centen kunnen worden bespaard. Hebt u een idee van het bedrag dat zou kunnen worden bespaard?

Kunt u ook toelichting geven bij de invloed van zo'n samenwerking tussen België en Nederland op de samenwerking tussen België en Frankrijk?

08.02 Tim Vandenput (Open Vld): Mijnheer de minister, ik ga niet de hele uiteenzetting van mijn collega Yüksel herhalen.

Aansluitend bij de uiteenzetting en de vragen van mijn collega, wil ik u vragen welke de houding is van ons land in die gesprekken met Nederland over het samen beschermen van onze beide luchtruimen? Hoe groot zou een mogelijke besparing kunnen zijn? Tenslotte, een meer concrete vraag over de huidige F-16-vliegtuigen. Wordt ook nagedacht, naast het beschermen van het luchtruim, over het samen onderhouden van de bestaande vliegtuigen in de toekomst?

08.03 Peter Buysrogge (N-VA): Het zal u niet verbazen dat mijn vragen gelijklopend zijn. Internationale samenwerking is belangrijk. Ook de samenwerking met Nederland vinden we heel belangrijk, die heeft haar nut al bewezen. We willen nu blijkbaar op dit pad voortgaan op het vlak van de luchtmacht.

We lezen ook dat er afspraken op komst zijn. Ik neem aan dat u zal bevestigen dat dit inderdaad ook zo zal zijn. Wat moet er voor de minister zeker in die afspraken vermeld staan? Of wat kan er mogelijk in staan? Zou het ook gaan over afspraken op financieel vlak? We zitten immers in een besparingskader en we gaan ervan uit dat dit past binnen het budgettaire kader zoals dat door deze regering uitgetekend is.

Ik wil ook concreet polsen naar de inhoud van de brief van de Nederlandse minister van Defensie en of u en/of de Nederlandse en Belgische Defensie nog verdere plannen heeft op het vlak van het intensifiëren van een verdere samenwerking.

08.04 Minister Steven Vandeput: Mevrouw de voorzitter, het is belangrijk goed te definiëren over welke brieven en geschriften het juist gaat.

Mijnheer Yüksel, u verwijst naar een brief van 15 december 2014 aan Defensie, maar daar ik heb geen weet van. Ik vermoed dat soms bepaalde dingen door elkaar worden gehaald. Volgens mij hebt u het over de brief van de minister van Defensie aan de voorzitter van de Tweede Kamer met betrekking tot het rapport van het Nederlandse Rekenhof met als onderwerp "Debrief vervanging F-16" van 15 december 2014. Die brief is dus niet aan mij gericht. Ik heb in elk geval geen weet van rechtstreekse briefwisseling de jongste tijd.

Ik kan confirmeren dat er constructieve gesprekken zijn met Nederland om de samenwerking zoals bepaald in de *letter of intent* te formaliseren. De VRT heeft daar een datum op gekleefd. Ik kan zeggen dat de gesprekken constructief zijn. Er zijn nog wat technische details af te werken, maar ik denk dat de samenwerking op vrij korte termijn kan worden geformaliseerd, als ik mij zo mag uitdrukken. Ik wil mij echter niet vastpinnen op een datum. Binnen afzienbare tijd zouden de gesprekken echter kunnen worden afgerond.

De budgettaire besparing, waar iedereen graag naar uitkijkt, is vooral van operationele aard, aangezien middelen worden vrijgemaakt. Vandaag is het immers zo dat op een geringe afstand – op de wereldkaart bekeken – twee maal twee vliegtuigen 24 uur op 24 en zeven dagen op zeven klaar staan. Dat zou een besparing betekenen, maar die is op dit ogenblik nog niet becijferd. Ook wat de kosten betreft, moeten uiteraard afspraken worden gemaakt. Er zijn andere voorbeelden, zoals de marine, waaruit blijkt dat men dat soort verrekeningen meestal met gesloten beurs probeert te doen.

Met betrekking tot de samenwerking tussen België en Frankrijk is het ook goed te specificeren waarover het juist gaat.

Sinds 2005 heeft België met Frankrijk een bilateraal akkoord in het kader van de Renegade-dreiging dat voorziet in de mogelijkheid om acties te ondernemen met vliegtuigen van de andere natie boven het eigen grondgebied om in staat te zijn adequaat en op een continue wijze te reageren op een dreiging met passagiersvliegtuigen als terroristisch wapen.

Het is belangrijk om te weten wat wij met Frankrijk juist hebben afgesproken. Het komt er eigenlijk op neer dat zij ons toestaan dat, waar onze toestellen normaal moeten stoppen aan de grens, zij toch Frankrijk mogen in vliegen, maar ook niet meer dan dat. Wij mogen dus geen actie ondernemen boven Frankrijk. Wij mogen niet overgaan tot een engagement. Letale actie ondernemen boven Frans grondgebied is volgens het verdrag niet mogelijk.

Het nieuw met Nederland te ondertekenen verdrag, waar wij voor een gezamenlijke bewaking van de twee luchtruimen kiezen en Nederland toestemming geven om boven België in actie te komen en omgekeerd, is van een heel andere orde, maar het heeft ook implicaties voor het bilateraal akkoord dat we met Frankrijk hebben. In die zin wordt onderzocht hoe dat kan worden uitgebreid. Ook Luxemburg heeft gevraagd om toe te treden tot dat verdrag, maar daarover later meer.

Mijnheer Buysrogge, wat betreft uw vraag over een verdere samenwerking met Nederland op andere domeinen, verwijs ik naar het antwoord op de schriftelijke parlementaire vraag nr. 8 van mevrouw Grosemans van 21 oktober 2014, terug te vinden in het Bulletin vragen en antwoorden van de Kamer 54/0002.

U weet dat we met de marine een schoolvoorbeeld hebben en dat we ook andere zaken exploreren. Eind deze maand gaan we naar Nederland om te kijken waar we dieper kunnen gaan. De bewaking van het luchtruim wordt daar zeker aangekaart, maar er kunnen ook andere punten worden aangehaald.

Wat de onderhoudskosten betreft, is er een samenwerking met Nederland voor het onderhoud van de F-16 op punctuele wijze, dus niet structureel. Doordat de onderhoudsdiensten van de F-16's samenhangen met de basis waar ze gelegerd zijn, is een gezamenlijk onderhoud vandaag niet mogelijk.

Voor de NH90 bestaat er wel een samenwerking met Nederland om sommige onderdelen uit te wisselen. We hebben het hier alleen over de NH90 in de maritieme versie, die België en ook Nederland heeft, maar die, naar mij werd meegedeeld, van betere makelij is.

08.05 Veli Yüksel (CD&V): Mevrouw de voorzitter, ik dank de minister voor het antwoord.

Dit is uiteraard een mooi voorbeeld van *pooling and sharing*, mijnheer de minister. Ik hoop dat de samenwerking met Frankrijk niet in het gedrang komt en dat die eventueel ook kan worden uitgebreid.

Wij hebben in de marge ook gelezen dat men conclusies trekt uit de samenwerking met Nederland bij de vervanging van de F-16.

08.06 Minister Steven Vandeput: Formeel voor het verslag, collega's: er is geen enkel verband tussen het

aankoopdossier en deze samenwerking.

08.07 Veli Yüksel (CD&V): Ik meen dat deze verduidelijking wel op zijn plaats is.

08.08 Tim Vandenput (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, ik dank de minister voor dit duidelijk antwoord.

08.09 Peter Buysrogge (N-VA): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, er is geen brief gestuurd door de Nederlandse regering aan de Belgische regering, want dit stond wel in de krant?

08.10 Minister Steven Vandeput: (...) (zonder micro)

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

09 Question de M. Sébastien Pirlot au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "la contribution de la Défense dans la lutte contre l'épidémie Ebola" (n° 613)

09 Vraag van de heer Sébastien Pirlot aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de bijdrage van Defensie in de strijd tegen de ebola-epidemie" (nr. 613)

09.01 Sébastien Pirlot (PS): Monsieur le ministre, je vous présente mes meilleurs vœux pour 2015. Je voudrais revenir sur une question que je vous avais déjà posée avant les vacances au sujet de l'envoi éventuel de l'équipe belge d'intervention humanitaire d'urgence B-FAST pour soutenir la lutte contre la propagation du virus Ebola.

Nous avons discuté en commission à huis clos du report de la décision pour cause de conditions de sécurité non rencontrées. Dernièrement, une dépêche de l'Agence Belga nous informait que le laboratoire mobile était parti.

Monsieur le ministre, pouvez-vous m'informer de l'état d'évolution de ce dossier, notamment notre présence sur le terrain?

09.02 Steven Vandeput, ministre: Monsieur Pirlot, c'est le SPF Affaires étrangères qui est responsable de ce dossier. Il a élaboré un projet de mission incluant la synthèse des éléments avancés par les départements, en ce compris l'analyse sécuritaire.

En étroite collaboration avec ses partenaires des autres départements et en liaison avec ses homologues français, le SPF Affaires étrangères a planifié une participation belge par le biais d'une mission B-FAST/B-LIFE intégrée dans le plan global français de lutte contre la propagation du virus Ebola en Guinée.

Le 5 décembre 2014, le Conseil des ministres a marqué son accord pour cette mission. L'équipe B-FAST/B-LIFE a quitté la Belgique le 20 décembre 2014 pour une durée d'un mois. Après un mois, cette mission conjointe sera évaluée par le conseil de coordination de B-FAST.

L'occupation en personnel de laboratoire par la Belgique durera au maximum deux mois.

09.03 Sébastien Pirlot (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour cette réponse. Au niveau de l'équipe sur place, s'agit-il de huit personnes comme initialement prévu?

09.04 Steven Vandeput, ministre: Sept ou huit! Le laboratoire sera repris par une ONG.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De **voorzitter**: Mijnheer Top, u had gevraagd om uw vragen uit te stellen. Ofwel zit u hier uit enorme interesse, ofwel gaat u uw vragen toch stellen.

09.05 Alain Top (sp.a): Mevrouw de voorzitter, zoals gezegd, zou ik terugkomen als het kon. Ik zal mijn vragen dus stellen.

10 Vraag van de heer Alain Top aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "het aantal zelfdodingen in het Belgische leger" (nr. 627)

10 Question de M. Alain Top au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "le nombre de suicides dans l'armée belge" (n° 627)

10.01 **Alain Top** (sp.a): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, een tijdje geleden, op 11 juli 2014, verschenen in de *Artsenkrant* cijfers over zelfdodingen bij het Belgisch leger. De cijfers met betrekking tot de laatste vijf jaar liggen hoger dan de gemiddelde percentages voor de mannelijke bevolking in België. Er zijn dus meer militairen uit het leven gestapt dan gemiddeld bij de Belgische bevolking. Het cijfer is duidelijk hoger dan het gemiddelde van 30 op 100 000 mannelijke inwoners van ons land.

Uit verschillende onderzoeken blijkt ook dat sterk hiërarchische structuren een aanleiding kunnen zijn tot zelfdoding. Volgens gewezen arbeidsinspecteur van Defensie Marc Lemmens is het Belgisch leger zijn belofte om een degelijke preventie uit te werken blijkbaar niet nagekomen.

Ik heb hierover enkele vragen.

Kunt u bevestigen dat de cijfers van zelfdodingen bij het Belgisch leger inderdaad nog altijd hoger liggen dan het gemiddelde in België of zijn er intussen al recentere cijfers beschikbaar?

Uw voorganger, minister De Crem, hield vol dat er wel degelijk voldoende preventie was. Als wij de cijfers mogen geloven, dan stijgt het aantal gevallen van zelfdoding echter nog steeds. Bij deze preventie rekende hij ook de primaire preventie bij de selectie van de kandidaten en de sociale dienst van Landsverdediging die informatie, advies en psychologische ondersteuning zou geven. Bent u eventueel bereid om deze preventie uit te breiden aangezien er toch blijvend nood blijkt te zijn aan preventieve maatregelen? Hebt u er zicht op hoe dat eventueel in uitvoering kan worden gebracht?

Gelooft u dat de hiërarchische structuur van het leger een mogelijke aanleiding kan zijn voor deze hoge cijfers? Zo ja, hoe kan dit probleem eventueel worden aangepakt? Zo niet, hoe kan men de hogere cijfers verklaren?

Tot slot, uw voorganger stelde ook dat er een NAVO-werkgroep bestaat die zich buigt over de preventie van zelfdoding. Zijn deze middelen efficiënt? Wat kan er gedaan worden om deze problemen verder aan te pakken? Is deze werkgroep al samengekomen en, zo ja, werd er al in enige preventie voorzien?

10.02 Minister **Steven Vandeput**: Mevrouw de voorzitter, staat u mij toe dat ik deze vraag uitvoerig beantwoord. Ik vind dit thema zelf ook heel belangrijk.

Mijnheer Top, eerst zal ik u enkele cijfergegevens meedelen.

Het aantal zelfdodingen bij Defensie is als volgt geëvolueerd: 16 in 2009, 18 in 2010, 14 in 2011, 13 in 2012 en 10 in 2013. Ik heb ook de cijfers voor 2014 opgevraagd, maar die heb ik nog niet ontvangen. Die cijfers slaan op de militairen in werkelijke dienst, de militairen die gebruikmaken van vrijwillige opschorting van de prestaties, de zogenaamde VOP's, en de burgers die bij Defensie werken.

Wat uw tweede vraag betreft, de selectie van de kandidaten en de acties van de sociale dienst van Landsverdediging dragen inderdaad bij tot het voorkomen van zelfdoding bij het personeel. Daarnaast worden echter nog talrijke andere initiatieven genomen om het welzijn van het personeel te verbeteren en om te vermijden dat zij zouden verzeilen in een proces dat zou leiden of zou kunnen leiden tot zelfdoding. Zij beogen voornamelijk de vergemakkelijking van de toegang tot hulp en therapeutische zorg.

Ik zal enkele van die maatregelen opnoemen. Eerst en vooral beschikken wij sinds meer dan een jaar over formele procedures voor de behandeling van psychosociale klachten. Personeelsleden kunnen er voor hulp terecht bij gespecialiseerde preventieadviseurs. Ten tweede, Defensie beschikt over een netwerk van 70 vertrouwenspersonen die daartoe een bijzondere opleiding hebben genoten. Bijkomend staan zeven centrale vertrouwenspersonen in voor de behandeling van informele klachten, dit dus naast de formele procedure. Die vertrouwenspersonen hebben een vorming genoten om voortekenen van zelfdoding te leren herkennen.

In de voorbereidingsfase van een operatie volgen de militairen een training waarbij zij leren om te gaan met

de psychologische en sociale uitdagingen van de zendingen waaraan zij deelnemen. Voor de begeleiding van de personeelsleden in operaties beschikt Defensie over een team van raadgevers mentale operationaliteit, over morele consultants en over aalmoezeniers. Voor hun familieleden organiseert Landsverdediging gezinsdagen, samen met de sociale dienst, en voorts staan maatschappelijke assistenten en een speciaal telefoonnummer tot hun beschikking.

Ik wens nog te vermelden dat ik aan de Defensiestaf zelf heb gevraagd om te onderzoeken of er nog bijkomende specifieke maatregelen moeten worden genomen meer bepaald bij de terugkeer na een operatie.

Personeelsleden die klachten hebben of psychische stoornissen vertonen, kunnen worden opgevolgd in het Centrum voor Geestelijke Gezondheid van het militair hospitaal Koningin Astrid, waar zij door specialisten opgevangen en begeleid worden. Dat centrum stelt ook een brochure ter beschikking van de militairen en hun collega's die geconfronteerd worden met een poging tot zelfdoding. In vijf regio's, Leopoldsburch, Marche-en-Famenne, Brussel, Brugge en Namen, komen de terreinactoren van de psychosociale diensten periodiek bijeen in de regionale psychosociale teams om aan intervisie en casusbespreking te doen. In het Psychosociaal Platform Defensie komen de belangrijkste actoren van het psychosociale domein samen om de gevolgde psychosociale politiek te bespreken en, indien nodig, acties te initiëren.

Ik vat samen wat ik tot nu toe heb gezegd.

Er zijn dus zowel structurele als informele voorzieningen, er worden hulverleners en vertrouwenspersonen opgeleid, die bovendien informatie en ervaring uitwisselen om zo goed mogelijke diensten te kunnen leveren.

Het is vrijwel onmogelijk om de precieze reden voor een zelfdoding na te gaan. Meestal ligt een combinatie van financiële, relationele en professionele problemen ten grondslag. Wanneer verschillende risicofactoren gecombineerd aanwezig zijn, vormt dat uiteraard een potentieel gevaar. Dat gevaar kan worden beperkt door beschermende factoren. Het zijn vooral de beschermende factoren, die een belangrijke rol spelen in de preventieve maatregelen op het terrein zelf.

Eenzijds, wijzen verschillende internationale studies over leiderschap en de daarmee gepaard gaande groepscohesie uit dat goed leiderschap en groepscohesie beschermende factoren kunnen zijn. Goed leiderschap zal immers het stressniveau bij ondergeschikten verminderen. Het komt erop neer dat goede leiders de symptomen van stress bij hun ondergeschikten kunnen herkennen. Anderzijds, tonen andere studies, uitgevoerd door het Amerikaanse leger, aan dat militair gerelateerde variabelen, zoals rang, specialiteit en aantal ontplooiingen, weinig tot geen invloed hebben op het overgaan tot zelfdoding.

Wat ten slotte uw laatste vraag betreft, vertegenwoordigers van de Defensiestaf maken inderdaad deel uit van een NAVO-werkgroep. Die werkgroep is tot nu toe zes keer samengekomen, met de volgende specifieke doelstellingen: ten eerste, het begrip en het inzicht in zelfdoding in de krijgsmachten verbeteren – herinner u de specifieke maatregelen die wij zelf nemen; ten tweede, het inventariseren van de inspanningen ter preventie van zelfdoding; ten derde, het inventariseren van *good practices* en de eventuele verschillen tussen de deelnemende landen; ten slotte, het creëren van een overlegplatform ter preventie van zelfdoding en het delen van studies en informatie.

Ik kan u tot slot medelen dat de werkgroep dit jaar een verslag aflevert. Het zou interessant zijn om dat verslag in de commissie te bespreken, mevrouw de voorzitter.

10.03 Alain Top (sp.a): Mijnheer de minister, ik dank u voor het omstandig antwoord.

Ik ben er ook tevreden over dat het fenomeen van de zelfdodingen in het leger wordt opgevolgd, op het vlak van de cijfers en van de mogelijke oorzaken. Voorts vind ik de maatregel om extra aandacht te besteden bij terugkeer van militairen na operaties, ook goed. Het gaat immers om stresssituaties die, gecombineerd met andere factoren, aanleiding tot zelfdoding kunnen geven. Ten slotte noteer ik met genoegen dat wij het verslag in commissie zullen bespreken.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: De minister kan nog tot 13 u 25 vragen beantwoorden. Wij zullen dus nog een vraag laten stellen en beantwoorden.

11 Questions jointes de

- M. Benoît Hellings au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "la participation éventuelle de F-16 belges à une mission de l'OTAN dans les pays baltes" (n° 686)

- M. Brecht Vermeulen au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "l'interception d'avions russes" (n° 688)

- M. Brecht Vermeulen au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "l'interception d'avions russes" (n° 818)

11 Samengevoegde vragen van

- de heer Benoît Hellings aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de eventuele deelname van Belgische F-16's aan een NAVO-missie in de Baltische landen" (nr. 686)

- de heer Brecht Vermeulen aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "het onderscheppen van Russische vliegtuigen" (nr. 688)

- de heer Brecht Vermeulen aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "het onderscheppen van Russische vliegtuigen" (nr. 818)

11.01 Benoît Hellings (Ecolo-Groen): Madame la présidente, monsieur le ministre, les médias de la RTBF ont annoncé le 30 novembre dernier que la Défense envisageait une prochaine participation à une mission de l'OTAN appelée *Baltic Air Policing* visant à assurer la sécurité aérienne des États baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), qui sont dépourvus de chasseurs-bombardiers. Ils n'ont visiblement pas la chance d'avoir les mêmes débats que ceux que nous avons eus ce matin.

Depuis mars 2004, soit le moment de l'entrée de ces trois pays au sein de l'Alliance atlantique, les alliés envoient des avions de chasse, à tour de rôle, dans cette région.

Depuis la crise ukrainienne, la frontière entre ces pays baltes et la Russie est redevenue "chaude", puisque selon un pilote belge interrogé par la RTBF "des avions russes entrent dans l'espace aérien balte, sans autorisation ou alors avec une autorisation mais sans respecter leur plan de vol défini". La mission de l'OTAN dans cette zone vise à intercepter puis raccompagner ces avions russes.

L'OTAN vient de faire une demande de relève à la Belgique pour ce mois de janvier. Quatre F-16 opèreraient ainsi au départ de la Pologne, en équipe avec des appareils italiens, espagnols, canadiens et polonais.

Le nombre d'incidents entre les forces russes et celles de l'OTAN est en augmentation ces derniers temps. Ces incidents démontrent une tension montante qui heureusement, jusqu'à présent, s'arrête avant d'arriver à un point fatal, c'est-à-dire l'abattage de l'avion. Mais on dénombre tout de même onze escarmouches qualifiées de sérieuses en 2014, selon le Think Tanks European Leadership Network. La zone où nos F-16 seraient envoyés est justement l'endroit où de nombreux incidents ont été répertoriés. Cinq descriptions d'incidents citent directement la *Baltic Air Policing*.

Monsieur le ministre, mes questions sont les suivantes.

Pouvez-vous me préciser quel budget vous prévoyez d'affecter à cette mission spécifique?

Compte tenu du niveau de dangerosité très élevé dans une zone actuellement en conflit ouvert – conflit entre l'Ukraine et la Russie –, pourriez-vous me préciser l'opportunité sécuritaire pour les membres du personnel de la Défense, diplomatique et militaire, d'une telle mission à ce moment précis?

La Défense envisage-t-elle, directement ou par les canaux de l'OTAN, de prévenir la Russie des patrouilles potentiellement organisées par la Défense belge dans ces espaces aériens? Je vous pose cette question car lors des auditions que nous avons eues avec votre collègue des Affaires étrangères, ce dernier a prôné une politique de désescalade avec la Russie. Il serait bien qu'il y ait un peu de cohérence entre ce que nous faisons au niveau de la Défense et ce que prône le département des Affaires étrangères.

11.02 Brecht Vermeulen (N-VA): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik ben geen lid van deze commissie, maar ik wil u alleszins mijn beste wensen aanbieden voor 2015. Ik wens u allemaal veel voorspoed en vooral een goede gezondheid.

Wij hadden het daarnet over de samenwerking met Nederland over de verdediging van het luchtruim. Eind oktober werden verscheidene Europese NAVO-landen opgeschrikt door verschillende vluchten van Russische jagers en bommenwerpers.

Verscheidene Europese landen hebben hun luchtmacht moeten inzetten om die Russische vliegtuigen te onderscheppen. De vliegtuigen bleven wel in het internationale luchtruim en schonden bij mijn weten dan ook geen grondgebieden, maar ze zaten soms wel heel dichtbij.

Het is ook opvallend dat er eind oktober werd gesignaleerd dat er al meer dan 100 dergelijke intercepties nodig waren geweest, hetgeen drie keer zoveel is als in 2013. Er is dus toch een duidelijk veranderend gedrag bij de Russen.

Ook Zweden, dat geen lid is van de NAVO, werd al enkele keren onaangenaam geconfronteerd met een dreiging, recent met een onderzeeboot in de buurt van Stockholm.

Daarenboven – en dan gaat het over de correlatie tussen vluchtroutes van Russische militaire vluchten en burgerluchtvaart – worden die militaire vluchten niet doorgegeven en zijn ze door hun afweersysteem ook niet met transponders zichtbaar voor de verkeersleiding van de burgerlijke luchthavens. Daardoor houden ze een risico in voor de verkeerscontrole in de lucht.

België is – gelukkig – omringd door een aantal NAVO-landen en zit niet onmiddellijk in de frontzone en zal dus maar later met intercepties worden geconfronteerd.

Mijnheer de minister, ik heb de volgende concrete vragen.

Ten eerste, werd België ook al betrokken bij dergelijke incidenten met Russische vliegtuigen in de voorbije twee jaar?

Ten tweede, hebben Belgische strijdkrachten op oefening, tijdens een missie in het buitenland, in de internationale wateren of in het internationale luchtruim al te maken gekregen met een gelijkaardige dreiging?

Ten derde, een groot deel van onze jachtvliegtuigen is de voorbije jaren ver weg van het Belgische grondgebied geweest voor operaties of oefeningen. In hoeverre zijn er nog voldoende operationele jachtvliegtuigen aanwezig om het grondgebied desgevallend te beschermen?

11.03 Steven Vandeput, ministre: Madame la présidente, monsieur Hellings, dans un souci de répondre rapidement et fermement aux nouveaux défis de sécurité, l'OTAN a approuvé le plan d'action Réactivité au sommet qui s'est tenu au pays de Galles en septembre dernier. Ce plan comporte plusieurs mesures permettant de répondre de manière cohérente et générale au changement intervenu en termes de sécurité aux frontières de l'OTAN et au-delà. Il apporte une réponse aux défis lancés par la Russie ainsi qu'à leur incidence stratégique.

Ce plan contribuera à garantir la robustesse et la réactivité de l'Alliance atlantique, la rendant ainsi capable de relever les défis présents et futurs d'où qu'ils puissent venir. Il inclut des mesures visant tant à répondre aux besoins constants d'assurance des alliés qu'à prévoir l'adaptation de la position militaire stratégique de l'Alliance. Les mesures d'assurance comprennent une présence aérienne, terrestre et maritime permanente et une activité militaire significative dans l'Est de l'Alliance.

En 2015, la Belgique contribuera substantiellement au programme des mesures d'assurance dans les trois dimensions susnommées, comme par le passé. L'envoi des F-16 belges dans les pays baltes constitue une participation au plan aérien.

Dans le cadre des mesures prises pour réagir à la crise ukrainienne, l'OTAN a décidé de renforcer son dispositif *Air Policing* dans les pays limitrophes de la Fédération de Russie. À ce titre, la Belgique renforcera le dispositif dans l'espace aérien des pays baltes depuis la base de Malbork, en Pologne. Le budget qui sera affecté à cette mission de huit mois s'élève à 3,36 millions d'euros nets et à 9,72 millions bruts.

Les modalités d'exécution des règles d'engagement communes de l'OTAN pour la mission *Air Policing* sont

d'application pour cette opération.

En concertation avec les pays membres, nous assumons la responsabilité de garantir l'intégrité de notre territoire. Ainsi, nous nous assurons que chaque aéronef soit bien identifié et qu'il respecte les règles édictées par la Convention de Chicago relative à l'organisation de l'aviation civile internationale. Une absence de respect de celles-ci pourrait entraîner des conséquences négatives en termes de sécurité aérienne. Les mêmes règles s'appliquent dans l'espace survolant les eaux internationales. Certaines infractions russes à ces dernières ont déjà été constatées et ont donc nécessité l'intervention des avions de l'OTAN.

Ce type d'incident ne se limite pas uniquement à la mer Baltique. Des incidents ont déjà eu lieu au-dessus de la mer du Nord et de l'océan Atlantique. L'OTAN se charge de la communication avec la Russie concernant les patrouilles des alliés et se plaint d'ailleurs régulièrement des patrouilles russes dans l'espace aérien de l'OTAN.

En ce qui concerne la politique internationale, comme présenté par le ministre des Affaires étrangères, je ne crois pas qu'il y ait dans l'approche dite 3D (diplomatie, défense, développement) une non-correspondance de nos engagements au niveau de l'OTAN et de ce que l'on fait au niveau diplomatique.

Mijnheer Vermeulen, ik heb zojuist aangehaald dat ook boven de Noordzee en de Atlantische Oceaan al Russische vliegtuigen zijn onderschept. Wij zijn evenwel nog niet betrokken geweest bij interceptie-incidenten met Russische vliegtuigen boven ons eigen grondgebied. Alle onderscheppingen vonden plaats door onze NAVO-partners in het internationaal luchtruim boven internationale wateren.

België heeft de voorbije twee jaar binnen ons verantwoordelijkheidsgebied geen anomalieën waargenomen met betrekking tot vliegbewegingen uit Rusland. U weet dat wij een stukje Noordzee mee bewaken.

Tijdens de operatie *Baltic Air Policing* in 2013 hebben Belgische F-16's gebaseerd in Litouwen verschillende keren Russische vliegtuigen onderschept. Vooral tijdens de Russische oefening Zapat in september 2013 was er een intensivering van de Russische activiteit boven de Baltische Zee. Eind april 2014 werd de mijnenjager Bellis die deel uitmaakte van de Standing NATO Mine Counter Measures Group One in de Baltische Zee gehinderd door een Russische oorlogsbodem tijdens een duik oefening in het kader van mijnenbestrijding.

Daarnaast zijn er sinds mei 2014 maandelijks passages van Russische oorlogsbodems door het Kanaal, meestal in het kader van de aflossing van andere Russische schepen in de Middellandse Zee. Tot op heden werden alle passages door de Belgische *exclusive economic zone* begeleid door Ready Duty Ships van de marine. Dat zijn onder andere de Pollux. Deze passages verlopen tot op heden vlekkeloos. De Russische schepen volgen de opgelegde routes en genieten het recht van onschuldige doorvaart.

De inzet van vrachtvliegtuigen in operaties, onder meer het aantal vliegtuigen, is bepaald in het ambitieniveau van Defensie. Er wordt steeds voor gezorgd dat de *quick reaction alert* permanent is verzekerd – dat is onze eigen bewaking – en dat de piloten in België over de nodige vliegtuigen beschikken om de dagelijkse training te kunnen uitvoeren.

11.04 Benoit Hellings (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, je vous remercie. Nous n'avons pas la même conception de la désescalade. Nous le savons.

Il est clair qu'aujourd'hui, dans la crise ukrainienne, la désescalade nécessite l'intervention diplomatique et la discussion avec la Russie. La Russie n'est pas mon État ni mon régime préféré. Elle envoie sans conteste des avions de chasse dans un espace aérien où ils n'ont pas à se trouver. Mais il me semble que si nous voulons vraiment parvenir à régler ce conflit qui gangrène complètement l'est de l'Europe, c'est un dialogue à mener avec eux. Je pense que dialoguer par avions de chasse interposés est moins efficace que par les autres voies.

J'attire aussi votre attention sur l'impact budgétaire que vous avez mentionné et l'impact sécuritaire pour nos hommes. Il ne s'agirait pas de perdre un avion, même s'ils vont être remplacés, ni surtout de perdre les hommes qui s'y trouvent.

11.05 Brecht Vermeulen (N-VA): Mijnheer de minister, voor onze marine was het blijkbaar vooral een

contact met de Russische zeemacht tijdens een oefening. Voor andere landen ging het veel meer over fysieke dreigingen van de Russische luchtmacht. Vermoedelijk zullen beide vooral dienen om onze afweersystemen te testen. Ik vrees dat het in de toekomst niet zozeer over fysieke dreiging als wel over elektronische of andere niet-fysieke vormen van dreiging zal gaan.

Ik dank u voor uw aandacht.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

11.06 Sébastien Pirlot (PS): Madame la présidente, puisque ma question n° 717 portait sur les F-16, puis-je vous demander de la joindre à l'échange de vues prévu dans quinze jours?

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 13.38 uur.

La réunion publique de commission est levée à 13.38 heures.